

tionalization of the City as a whole. While this concept of a *corpus separatum* under the United Nations would no longer seem to be realistic, as it is opposed by both Israelis and Arabs, the purposes it was designed to serve are still important.

I believe that the religious dimension of the City as a centre of the three great monotheistic religions must be fully considered when Jerusalem's future is discussed in negotiations. Canada should support efforts to this end. In doing so we must bear in mind that between 1948 and 1967 when the West Bank was under Arab rule Israelis were denied access to their sacred shrines in East Jerusalem. Since then, in marked contrast and to their credit, the Israeli authorities have sought to be scrupulously fair in permitting access to the Christian and Muslim Holy Places. Nevertheless, while the present situation appears to meet the concerns of the Jewish religious authorities, this is not the case for all Christians and Muslims.

No Muslims I met would accept the *status quo* in Jerusalem as a satisfactory alternative to a return to Arab sovereignty of their shrines. The importance of the City to Islam as its third holiest site after Mecca and Medina was stressed to me throughout my travels in Arab countries. Concern also was expressed by Christians I met that the law which guarantees free access to the Holy Places is limited to a simple act of the Israeli Knesset which could be altered by a simple majority of that parliament if there should be in future the political will in Israel to do so. They also expressed concern that urban development and demographic changes in East Jerusalem since 1967 are fundamentally altering the City which in their view should be a living centre for all three faiths and their religious communities. The authorities at the Holy See reiterated to me the position taken by the Pope at the United Nations in 1979 that a special statute providing for international guarantees be established to assure that the unique religious character of the City is maintained.

Although the status of Jerusalem may be one of the most difficult problems to resolve in the Arab-Israeli conflict, I am confident that if sufficient will exists on all sides to solve the other sensitive and complex issues in dispute, agreement can also be reached on the City's future. I therefore recommend that pending a comprehensive solution to the dispute Canada should continue its traditional policy of non-recognition of Israel's annexation of East Jerusalem and its suburbs, in accordance with United Nations Resolution 242 and other UN resolutions which we, as a country, supported following the Israeli annexation in 1967.

#### Material Assistance

Our most visible efforts towards alleviating the hardships inflicted by the Arab-Israeli conflict and towards reducing tensions between parties to the dispute have been through our contributions to the United Nations Relief and Works Agency

partage de la Palestine de 1947 (qui a été à l'origine de la création de l'État d'Israël) des dispositions visant l'internationalisation de la ville en son entier. Cette idée d'un *corpus separatum* confié au contrôle des Nations unies ne semble plus réaliste étant donné l'opposition tant des Israéliens que des Arabes, mais les objectifs qu'elle visait sont toujours valables.

J'estime que la dimension religieuse de la ville comme centre des trois grandes religions monothéistes devrait être pleinement prise en considération lorsqu'il sera question de l'avenir de Jérusalem au cours des négociations. Le Canada devrait souscrire aux efforts déployés à cette fin. Il faut en effet se rappeler qu'entre 1948 et 1967, alors que la rive occidentale était sous la domination arabe, il était interdit aux Israéliens de se rendre en pèlerinage à Jérusalem-Est. Depuis, les autorités israéliennes ont cherché à être aussi justes que possible en garantissant le libre accès aux lieux saints, chrétiens et musulmans, ce qui contraste nettement avec l'attitude arabe et qui est tout à leur honneur. Quoiqu'il en soit, même si la situation actuelle semble répondre aux vœux des autorités religieuses juives, il n'en va de même pour tous les chrétiens et musulmans.

Les musulmans que j'ai rencontrés se refusent à voir le maintien de la situation actuelle à Jérusalem comme une solution de rechange acceptable à la restitution de leurs lieux saints. Tous les pays arabes que j'ai visités ont insisté sur l'importance de la ville comme troisième lieu saint de l'Islam en importance, après la Mecque et Médine. Les chrétiens que j'ai rencontrés se soucient quant à eux du fait que la loi garantissant le libre accès aux lieux saints n'est rien d'autre qu'une simple mesure législative que la Knesset pourrait modifier à la majorité simple s'il devait se manifester en Israël une volonté politique en ce sens. Ils ont aussi exprimé des inquiétudes concernant le développement urbain et les changements démographiques survenus à Jérusalem-Est depuis 1967, lesquels modifient en profondeur le caractère même de cette ville qui devrait constituer selon eux un centre vital pour les trois confessions et leurs communautés religieuses. Le Saint-Siège m'a fait part à nouveau du point de vue exprimé par le Pape aux Nations unies en 1979, selon lequel un accord spécial prévoyant des garanties internationales devrait être conclu pour assurer le maintien du caractère religieux unique de la ville.

Le statut de Jérusalem représente peut-être l'un des problèmes les plus difficiles à régler dans le conflit israélo-arabe, mais j'ai la conviction que si toutes les parties y mettent suffisamment de bonne volonté pour régler les autres points importants et complexes en litige, on pourrait aussi s'entendre sur le sort de la ville. Je recommande donc que, tant que l'on n'aura pas trouvé de solution globale au conflit, le Canada maintienne son refus de reconnaître l'annexion par Israël de Jérusalem-Est et de ses quartiers périphériques, conformément à la Résolution 242 et aux autres résolutions des Nations unies que notre pays a appuyées depuis 1967, année de cette annexion.

#### Aide matérielle

Les contributions versées par le Canada à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine et notre participation aux missions de maintien de la paix des Nations unies sont les efforts les plus apparents déployés par le